

À Montreuil, le lundi 5 octobre 2020

MAYOTTE : UN GRÉVISTE SE SUICIDE EN SE DÉFENESTRANT

Malgré nos multiples alertes et appels envers la Ministre du Travail, concernant le conflit social qui s'envenimait à Mayotte, le pire vient de se produire. Face à la (ré)pression et aux intimidations, un salarié gréviste de l'enseigne JUMBO vient de mettre fin à ses jours.

Ce conflit social, qui dure depuis le 20 juillet, s'est soldé le 28 septembre dernier par la signature, contrainte et forcée (par le préfet local) d'un protocole de fin de conflit qui prévoyait essentiellement un engagement de la part de l'employeur de ne s'adonner à aucune forme de répression envers les grévistes, ni aucun licenciement.

Promesse vaine et non tenue, puisqu'aussitôt le travail repris, les anciens grévistes se sont vus, pour les uns, imposer des tâches ingrates loin de leur fonction, pour les autres convoqués puis licenciés.

Le défunt a, pour sa part, fait l'objet de menaces et d'intimidations de la part de M. BERLIOZ, directeur général, lors d'un entretien informel. À la sortie de cet entretien, et déjà affecté par les conditions désastreuses de la grève, le salarié s'est plongé dans un profond mutisme qui l'a conduit à son dernier acte irréversible.

Ces méthodes patronales dignes des plus grands gangsters, ont pu se faire en toute impunité grâce à l'inaction complice des ministères du Travail et de l'Intérieur.

Mme BORNE et M. DARMANIN portent aujourd'hui la responsabilité de ce passage à l'acte mais aussi celle de la situation dramatique des autres grévistes qui sont sanctionnés et punis pour avoir tenté de protéger leurs droits !

L'État de droit s'arrête-t-il aux portes de Mayotte ? Attendons-nous d'autres drames ?

La Fédération CGT Commerce et Services intime les ministres du Travail et de l'Intérieur d'intervenir sans délai et urgemment pour faire cesser toutes ces répressions et appliquer le droit à Mayotte !

La Fédération CGT Commerce et Services confirme une fois de plus toute sa solidarité aux travailleurs de Mayotte et présente toutes ses condoléances à la famille et travailleurs endeuillés par ce drame humain.

Contact presse
Amar LAGHA Secrétaire général Tél : 06 74 29 01 51

Une Fédération en mouvement